



# Suède OTAN : pourquoi Stockholm a basculé en 2024

Pourquoi la Suède a rejoint l'OTAN, ce que cela change en Baltique et les conséquences concrètes en 2026 face à la Russie.

histoire-géographie lycée

**La Suède a rejoint l'OTAN en 2024 pour renforcer sa sécurité face à la Russie après l'invasion de l'Ukraine. Son adhésion met fin au non-alignement traditionnel et change l'équilibre militaire en mer Baltique, surtout avec la Finlande déjà entrée dans l'Alliance.**

Quand un pays neutre depuis si longtemps change de doctrine, je regarde le signal comme un ingénieur regarde une courbe qui casse : il s'est passé quelque chose de structurel. Pour la Suède, le point de rupture, c'est 2022. En quelques mois, un choix longtemps repoussé est devenu rationnel politiquement, militairement et géographiquement. La question n'est donc pas seulement « pourquoi maintenant ? », mais aussi « qu'est-ce que cela rapporte concrètement ? ». En HGGSP comme en prépa, c'est ce calcul coût-bénéfice qui permet de comprendre vite, et surtout de retenir l'essentiel le jour de l'épreuve.

## En bref : les réponses rapides

**Pourquoi la Finlande et la Suède ont-elles rapproché leur stratégie de sécurité ?** — Les deux pays ont réévalué leur sécurité après 2022. La Finlande apporte sa profondeur terrestre face à la Russie, tandis que la Suède renforce surtout la maîtrise de la Baltique et des accès maritimes.

**L'adhésion de la Suède change-t-elle l'équilibre militaire en mer Baltique ?** — Oui, car l'OTAN dispose désormais d'une continuité stratégique bien plus forte autour de la Baltique. Cela facilite la surveillance, les renforts et la coordination entre pays nordiques et baltes.

**La Russie a-t-elle réagi à l'entrée de la Suède dans l'OTAN ?** — Oui, Moscou a dénoncé l'élargissement de l'Alliance et évoqué des contre-mesures. Mais l'effet principal est surtout une hausse de la vigilance militaire et de la compétition stratégique dans le Nord de l'Europe.

**Est-ce que l'adhésion implique des bases de l'OTAN en Suède ?** — Pas nécessairement sous la forme de bases permanentes massives. En revanche,

l'adhésion facilite l'accueil de forces alliées, les exercices, le prépositionnement logistique et les plans de défense communs.

## Pourquoi la Suède a rejoint l'OTAN en 2024 après des décennies de non-alignement

La **Suède** a rejoint l'**OTAN** en 2024 parce que la **guerre en Ukraine** a fait sauter l'ancien calcul de sécurité : le **non-alignement** paraissait moins protecteur qu'une défense collective appuyée par l'**article 5**. Dans une **mer Baltique** plus tendue et face à la **Russie**, Stockholm a jugé l'alliance plus crédible que l'autonomie stratégique.

Pendant des décennies, la ligne suédoise reposait sur une formule simple : rester hors des alliances militaires en temps de paix pour garder une marge de manœuvre en cas de crise. Ce **non-alignement** n'était pourtant pas une neutralité passive. La **Suède** a maintenu une base industrielle de défense solide, une armée technologiquement crédible et une culture stratégique très attentive à la **Russie**. En parallèle, elle coopérait déjà étroitement avec l'**OTAN** : exercices conjoints, interopérabilité, missions extérieures, échanges de renseignement. Autrement dit, la relation *de facto* existait sans la garantie politique centrale, celle de l'**article 5**. Tant que l'environnement régional restait gérable, ce compromis paraissait rationnel : bénéficier d'une proximité avec le bloc occidental sans assumer le coût diplomatique d'une adhésion formelle. La formule a tenu longtemps, mais elle dépendait d'une hypothèse devenue fragile : une Europe du Nord relativement stable.

La rupture vient de 2022. L'invasion de l'**Ukraine** par la **Russie** a montré qu'une guerre interétatique de haute intensité redevenait plausible en Europe. Pour Stockholm, le coût du statu quo a alors grimpé vite. Seule, la **Suède** devait financer davantage sa défense, gérer l'incertitude sur les renforts extérieurs et assumer un risque de pression militaire accrue en **mer Baltique**. Au sein de l'**OTAN**, elle obtenait au contraire un effet de levier immédiat : planification intégrée, commandement coordonné, crédibilité de dissuasion et signal politique net à Moscou. Le basculement tient donc à un calcul coût/bénéfice assez froid, presque d'ingénieur : si le risque augmente fortement, la valeur d'une garantie collective augmente plus vite que le coût politique d'abandonner le **non-alignement**. L'idée d'un *bloc occidental uni* a compté, mais moins comme slogan que comme architecture concrète de sécurité, avec procédures, capacités et engagements mutuels.

Le facteur finlandais a accéléré la décision. La **Finlande OTAN**, avec sa longue frontière terrestre avec la **Russie**, partage avec la **Suède** une lecture très réaliste de la menace. Quand Helsinki a choisi l'adhésion, Stockholm a vu qu'un découplage stratégique deviendrait coûteux : les deux pays coopèrent étroitement, et la défense du Nord européen gagne en cohérence s'ils entrent dans le même cadre. L'opinion publique suédoise, longtemps divisée, a alors évolué rapidement. Les réticences historiques n'ont

pas disparu, mais la hiérarchie des risques a changé après la **guerre en Ukraine**. En 2024, la formule **suède otan** n'est donc pas un simple tournant diplomatique. C'est la conclusion d'un arbitrage : dans une Baltique plus militarisée, avec **Gotland** au cœur des équilibres et la **Russie** redevenue menace prioritaire, l'adhésion semblait offrir plus de sécurité nette que la solitude stratégique.

## De la neutralité de guerre froide au partenariat rapproché avec l'Alliance

Avant **2024**, la Suède n'était pas neutre au sens d'un isolement militaire complet : elle coopérait déjà étroitement avec l'**OTAN**, participait à des exercices, alignait ses procédures et pouvait agir avec les forces alliées. La vraie rupture tient ailleurs : avant, Stockholm restait *partenaire* ; après l'adhésion, elle entre dans la garantie collective de l'**article 5**.

Pendant la guerre froide, la Suède affichait une neutralité officielle, mais elle bâtissait en pratique une défense pensée contre l'URSS. Après 1991, le pays se rapproche méthodiquement de l'Alliance. Il rejoint le *Partenariat pour la paix* en **1994**, prend part à des opérations en Bosnie, au Kosovo puis en Afghanistan, et investit dans l'**interopérabilité** : communications, entraînement, standards, commandement. En clair, les forces suédoises savaient déjà travailler avec celles de l'OTAN. La limite restait politique et juridique. Sans adhésion, aucune garantie automatique en cas d'attaque, aucun siège plein dans la planification militaire alliée, aucun poids identique dans les décisions. C'est cette différence qui compte : un partenaire peut coopérer loin ; un membre est intégré au cœur du dispositif de défense collective.

### I

*This Swedish Move Quietly Changed the Ukraine War Forever — Ceasefire Now*

## Comment l'adhésion de la Suède à l'OTAN s'est faite : dates clés, ratifications et rôle de la Turquie et de la Hongrie

La **Suède** a officiellement rejoint l'**OTAN** le **7 mars 2024**, après une procédure ouverte en **mai 2022** et ralentie par les ratifications de la **Turquie** puis de la **Hongrie**. En pratique, l'adhésion Suède OTAN a pris près de deux ans, car l'Alliance fonctionne à l'*unanimité* : chaque État membre devait approuver l'entrée de Stockholm.

Le mécanisme est simple sur le papier, plus politique en réalité. Le gouvernement de **Stockholm** dépose sa candidature, les Alliés signent un protocole d'accession, puis chaque capitale lance sa propre **ratification**, souvent via son parlement. L'OTAN, elle, ne

vote pas comme un État fédéral : elle coordonne, vérifie et attend que les **32 procédures nationales** aboutissent. Le secrétaire général, **Jens Stoltenberg**, a joué ici un rôle de chef d'orchestre institutionnel, en maintenant la pression diplomatique et en rappelant que l'adhésion Suède OTAN relevait d'une décision collective, non d'un simple accord bilatéral. Le point clé pour un élève de HGGSP est là : l'Alliance décide par consensus, mais l'entrée d'un nouveau membre dépend juridiquement des États existants, pas du seul secrétariat général.

Le blocage principal est venu de la **Turquie OTAN**. Ankara accusait la Suède d'être trop permissive envers des organisations qu'elle considère comme terroristes, notamment des réseaux liés au *PKK*, et demandait des gestes concrets en matière d'extraditions, de coopération policière et de durcissement législatif. La Suède a alors modifié sa loi antiterroriste, renforcé sa coopération sécuritaire et multiplié les engagements diplomatiques. Malgré cela, le dossier est resté enlisé pendant des mois, car le feu vert passait par le **Parlement turc** et par le président Recep Tayyip Erdoğan. Sous médiation de **Jens Stoltenberg**, plusieurs séquences de négociation ont permis de débloquer la situation. La ratification turque est finalement intervenue en **janvier 2024**, étape décisive car elle levait le veto le plus coûteux politiquement et militairement pour l'adhésion Suède OTAN.

Une fois la Turquie passée, la **Hongrie OTAN** est restée le dernier verrou. Budapest reprochait aux responsables suédois certaines critiques sur l'état de droit hongrois, mais le blocage était aussi un levier politique vis-à-vis des partenaires occidentaux. Le **Parlement hongrois** a fini par ratifier l'adhésion le **26 février 2024**. À partir de là, la séquence devient purement institutionnelle : la Suède dépose ses instruments d'adhésion à Washington, dépositaire du traité de l'Atlantique nord, et l'entrée prend effet le **7 mars 2024**. Bilan pratique : candidature en mai 2022, protocole signé rapidement, ratification turque en janvier 2024, ratification hongroise fin février, adhésion officielle début mars. C'est la chronologie à retenir pour toute question sur **ratification, Turquie OTAN, Hongrie OTAN** et sur la manière dont un État intègre formellement l'Alliance.

## Ce que l'adhésion change concrètement en 2026 : article 5, planification militaire, exercices et industrie de défense suédoise

---

En **2026**, l'entrée de la Suède dans l'Alliance ne relève plus du symbole. Elle active la protection de l'**article 5 OTAN**, insère Stockholm dans la **défense collective** et dans les plans militaires alliés, tout en renforçant les **exercices OTAN**, la surveillance de la **Baltique** et le poids de l'**industrie de défense suédoise**.

Le changement le plus net, c'est la garantie politique et militaire de l'**article 5**. En clair, une attaque armée contre la Suède est désormais traitée comme une attaque contre

l'ensemble des alliés, ce qui modifie le calcul stratégique russe. Mais le gain n'est pas gratuit. La Suède ne reçoit pas seulement une assurance ; elle entre dans une logique de contribution. Ses **forces terrestres**, ses **forces aériennes** et ses **forces maritimes** doivent être disponibles pour des scénarios collectifs, notamment en mer Baltique, dans l'Arctique européen et sur les axes logistiques nordiques. Pour un lecteur de 2026, la vraie bascule est là : Stockholm n'est plus un partenaire très proche de l'OTAN, mais un maillon du dispositif allié, avec des obligations de préparation, de coordination et de montée en puissance.

Sur le plan opérationnel, l'adhésion signifie une intégration aux plans de défense, aux chaînes de commandement et aux standards d'interopérabilité. C'est très concret. Les états-majors suédois travaillent avec les structures alliées pour définir qui protège quoi, avec quels délais, quels stocks et quels renforts. En Baltique, cela améliore la lecture commune de la menace, la défense aérienne, la surveillance maritime et la circulation des forces entre Norvège, Finlande, Suède, Danemark, États baltes et Pologne. La Suède apporte de la profondeur stratégique, des ports, des aérodromes, des routes et une position centrale autour de **Gotland**, point clé pour contrôler les flux aériens et navals. L'adhésion ne veut pas dire des bases étrangères permanentes partout ; elle ouvre surtout plus d'options d'accueil, de prépositionnement, de soutien logistique et d'entraînement rapide si la situation se dégrade.

Les **exercices OTAN** changent aussi d'échelle. Avant, la Suède participait déjà souvent ; en 2026, elle s'entraîne comme membre à part entière, avec des scénarios plus complets, des procédures communes et une articulation plus serrée entre air, mer et terre. Le gain est simple : moins de friction le jour où il faut agir vite. Les avions suédois, les batteries sol-air, les navires et les unités terrestres peuvent être intégrés plus facilement à une manœuvre alliée. Côté aérien, le **JAS 39 Gripen** et les radars suédois comptent, car ils sont pensés pour opérer dans un environnement contesté, avec dispersion et résilience. Côté naval, les capacités de guerre sous-marine et de surveillance sont précieuses dans une Baltique dense, fermée et techniquement exigeante.

L'**industrie de défense suédoise** gagne enfin en centralité. **Saab** n'est pas seulement un nom connu : c'est un fournisseur de briques utiles pour les alliés, des capteurs aux avions de combat, en passant par la veille aérienne. Le **Saab Gripen**, les radars, les systèmes de commandement et les sous-marins suédois intéressent d'autant plus qu'ils ont été conçus pour un voisinage russe et pour des budgets contraints. Vu avec un œil d'ingénieur, le ratio est bon : la Suède apporte des capacités spécialisées, déjà crédibles, sans devoir tout reconstruire. En 2026, son adhésion renforce donc à la fois la protection du territoire suédois et la robustesse du flanc nord de l'OTAN, avec un effet cumulatif sur la Baltique, la logistique régionale et la crédibilité de la dissuasion conventionnelle.

## Avant / après l'adhésion : ce qui change vraiment

Depuis le **7 mars 2024**, la Suède n'est plus un partenaire proche de l'OTAN mais un **allié à part entière**. Le basculement est concret : avant, Stockholm coopérait sans bénéficier de l'*article 5* ; après, toute attaque contre la Suède relève de la défense collective. En pratique, cela ouvre l'accès aux **plans militaires OTAN**, au renseignement partagé, à des exercices plus intégrés et à une posture renforcée en **mer Baltique**, surtout autour de **Gotland**. Pour réviser, retiens l'idée simple : on passe d'une logique de coopération volontaire à une logique d'**engagement automatique** et de planification commune.

Point	Avant 2024	Après 2024
Statut juridique	Partenaire OTAN, non-membre	Membre depuis le <b>7 mars 2024</b>
Garantie de sécurité	Pas d'article 5	<b>Article 5</b> applicable
Plans OTAN	Consultation limitée	Intégration aux plans régionaux alliés
Exercices	Participation fréquente mais externe	Exercices alliés comme membre, chaîne de commandement intégrée
Renseignement	Coopération sélective	Accès élargi aux échanges alliés
Industrie et Baltique	Autonomie forte, coordination partielle	<b>Saab</b> , sous-marins, aviation et <b>Gotland</b> intégrés à la dissuasion régionale

Sources : OTAN, gouvernement suédois, Conseil européen, 2024-2026.

## Pourquoi Gotland et la mer Baltique sont devenues centrales depuis l'entrée de la Suède dans l'OTAN

**Gotland** est un point d'appui majeur au milieu de la **mer Baltique**. Avec la Suède dans l'OTAN, l'Alliance surveille mieux les axes maritimes et aériens entre Scandinavie, pays baltes et Europe centrale, ce qui complique les options russes et renforce la circulation des renforts vers l'**Estonie**, la **Lettonie** et la **Lituanie**.

Sur la carte, **Gotland** est une île suédoise placée presque au centre de la **mer Baltique**, à mi-distance entre la côte suédoise et les rivages baltes. C'est ce qui lui donne une valeur stratégique disproportionnée. Depuis cette position, on peut suivre les mouvements navals, densifier la surveillance radar et appuyer la défense aérienne sur une large zone. Pour la relation **Suède Russie**, le point clé n'est pas l'île seule, mais ce qu'elle permet : observer les approches vers **Saint-Pétersbourg**, couvrir les routes vers les capitales baltes et réduire les angles morts entre la Suède, la Finlande et la Pologne. En logique

militaire, une île bien tenue agit comme une plateforme avancée. Elle ne “ferme” pas la Baltique, mais elle rend toute manœuvre adverse plus visible, donc plus risquée.

L'autre variable décisive, c'est **Kaliningrad**. Cette enclave russe, fortement militarisée, pèse sur toute la planification régionale avec ses missiles, ses moyens navals et sa défense antiaérienne. Avant l'adhésion suédoise, l'OTAN devait davantage raisonner en couloirs disjoints. Depuis 2024, la Baltique ressemble davantage à un espace presque entièrement OTAN, de la **Norvège** jusqu'aux rivages de la **Lituanie**, en passant par la Finlande, la Suède, le Danemark, l'Allemagne, la Pologne, l'**Estonie** et la **Lettonie**. L'expression **OTAN Norvège** prend ici un sens concret : le Nord européen n'est plus une série de fronts séparés, mais un ensemble plus continu pour les capteurs, les avions, les navires et la logistique. Pour Moscou, cela réduit la liberté d'action en mer et dans les airs, sans supprimer sa capacité de nuisance.

Concrètement, l'entrée de la Suède change surtout la vitesse et la cohérence des renforts. En cas de crise, protéger les liaisons maritimes et aériennes vers Tallinn, Riga ou Vilnius devient plus simple si **Gotland** sert de base de surveillance, de défense sol-air ou de point d'appui logistique. La Finlande sécurise le flanc nord-est face à la Russie, la Suède verrouille mieux le centre de la **mer Baltique**, et la **Norvège** reste essentielle pour la profondeur stratégique de l'Alliance dans l'Arctique et l'Atlantique Nord. Les contre-mesures russes existent : brouillage, démonstrations navales, pression aérienne, renforcement autour de **Kaliningrad** ou de **Saint-Pétersbourg**. Mais l'effet principal de l'adhésion suédoise est ailleurs : une dissuasion plus crédible, parce que la planification OTAN est désormais plus intégrée, plus prévisible pour les alliés et plus coûteuse à contourner pour la Russie.

## Ce qu'il faut retenir pour un devoir d'histoire-géographie : dates, acteurs, enjeux et limites

---

Pour **réviser suède otan**, retiens quatre idées simples : la **Suède** rompt avec son non-alignement après 2022, devient le **32e membre OTAN** le **7 mars 2024**, renforce la sécurité en Baltique avec la **Finlande**, mais son adhésion ne supprime ni les tensions avec la **Russie** ni les débats internes.

- La séquence des **dates clés OTAN** est courte et tombe souvent en copie : invasion russe de l'Ukraine en **février 2022**, dépôt des candidatures suédoise et finlandaise en **mai 2022**, entrée de la Finlande en **avril 2023**, puis adhésion de la Suède le **7 mars 2024**. Le basculement est net. Il marque la fin d'une longue tradition de prudence stratégique en **Europe du Nord**.
- Les acteurs à citer sont précis : l'**OTAN**, la **Suède**, la **Russie**, la **Finlande**, mais aussi la **Turquie** et la **Hongrie**, qui ont retardé la ratification. En copie, rappelle que l'Alliance fonctionne par consensus. Mentionne aussi l'**article 5** : une attaque contre un

allié est considérée comme une attaque contre tous, sans automatisme mécanique de guerre totale, mais avec une obligation politique et stratégique de réponse.

- L'enjeu central est la **géopolitique Baltique**. Avec la Suède dans l'Alliance, la mer Baltique devient presque un espace OTAN, sauf les côtes russes. **Gotland** est le point clé : cette île contrôle des axes maritimes et aériens décisifs entre Scandinavie, pays baltes et Pologne. L'adhésion facilite les exercices communs, la planification militaire, l'interopérabilité et la défense du flanc nord-est.
- Il faut aussi poser les limites. L'adhésion n'annule pas le risque d'incident régional, de cyberattaque ou de pression hybride russe. Elle ne garantit pas l'absence de tensions diplomatiques. Elle impose aussi des efforts durables : budgets, stocks, recrutement, doctrine, coordination des bases et industrie de défense. Bon angle de conclusion : le cas suédois montre comment la guerre en Ukraine a accéléré les recompositions stratégiques européennes après 2022.

### **Est-ce que la Turquie fait partie de l'OTAN ?**

Oui. La Turquie est membre de l'OTAN depuis 1952. D'un point de vue stratégique, c'est un pays clé car il contrôle des accès entre Europe, mer Noire et Moyen-Orient. En pratique, elle participe aux structures politiques et militaires de l'Alliance, même si ses positions créent parfois des tensions avec d'autres membres.

### **Quels sont les pays membres de l'OTAN ?**

Les pays membres de l'OTAN sont actuellement l'Albanie, l'Allemagne, la Belgique, la Bulgarie, le Canada, la Croatie, le Danemark, l'Espagne, l'Estonie, les États-Unis, la Finlande, la France, la Grèce, la Hongrie, l'Islande, l'Italie, la Lettonie, la Lituanie, le Luxembourg, le Monténégro, la Macédoine du Nord, la Norvège, les Pays-Bas, la Pologne, le Portugal, la République tchèque, la Roumanie, le Royaume-Uni, la Slovaquie, la Slovénie, la Suède et la Turquie.

### **Quels sont les pays de l'OTAN ?**

Les pays de l'OTAN sont les États membres de l'Alliance atlantique. On y trouve notamment les États-Unis, le Canada et de nombreux pays européens comme la France, l'Allemagne, l'Italie, la Pologne, la Turquie, la Finlande et la Suède. Le total actuel est de 32 membres. C'est le chiffre utile à retenir.

### **C'est quoi l'OTAN Wikipédia ?**

L'OTAN, ou Organisation du traité de l'Atlantique nord, est une alliance politico-militaire créée en 1949. Son principe central est la défense collective : une attaque contre un membre peut être considérée comme une attaque contre tous. Si vous cherchez une définition simple, c'est l'essentiel à comprendre avant d'entrer dans les détails historiques.

## Comment intégrer l'OTAN ?

Un pays ne rejoint pas l'OTAN automatiquement. Il doit être européen, partager certains principes politiques, renforcer ses capacités de défense et obtenir l'accord unanime de tous les membres. En clair, le critère décisif n'est pas seulement militaire : il faut aussi un consensus diplomatique complet. C'est souvent là que le processus se joue.

## Qui siège à l'OTAN ?

À l'OTAN siègent les représentants des pays membres. Chaque État envoie des ambassadeurs au Conseil de l'Atlantique Nord, qui est l'organe politique principal. Des ministres et chefs d'État se réunissent aussi lors de sommets. Côté militaire, des responsables nationaux participent également aux comités et à la planification commune.

## Pourquoi la France ne sort pas de l'OTAN ?

La France reste dans l'OTAN car l'Alliance lui apporte coordination militaire, partage de renseignement, interopérabilité et poids stratégique face aux crises. En version très pragmatique : sortir coûterait cher politiquement et opérationnellement, pour un gain incertain. La France conserve déjà sa dissuasion nucléaire et une autonomie de décision sur plusieurs sujets clés.

## pourquoi la suède ne fait pas partie de l'otan

Cette question était vraie pendant longtemps, car la Suède suivait une politique de non-alignement militaire. Mais ce n'est plus le cas aujourd'hui : la Suède fait désormais partie de l'OTAN. Le basculement s'explique surtout par la dégradation du contexte sécuritaire en Europe, qui a changé le calcul coût-risque de Stockholm.

À retenir simplement : l'entrée de la Suède dans l'OTAN n'est pas un geste symbolique, mais un basculement stratégique mesurable. Elle renforce la cohérence militaire nordique, sécurise davantage la Baltique et donne à Stockholm une garantie collective qu'elle n'avait pas seule. Pour réviser efficacement, mémorisez le triptyque suivant : rupture en 2022, adhésion en 2024, effets concrets en 2026 sur l'article 5, les exercices et l'équilibre régional. C'est ce qui rapporte le plus de points dans une copie claire et actuelle.

*Mis à jour le 05 mai 2026*

[Continue sur hglycee.fr](https://hglycee.fr)

Hglycee - Document pédagogique